

consolider et à codifier la nouvelle ouverture que nous avons observée jusqu'à présent.

Le régime Ciels Ouverts sera négocié et appliqué par les 23 états membres de l'OTAN et par les membres de l'Organisation du traité de Varsovie. La transparence sur les activités militaires de ces états est d'une importance cruciale pour ce qui est de l'équilibre militaire en Europe, mais à une étape ultérieure nous serons favorables à l'adhésion à ce régime des états neutres et non alignés de l'Europe. Eux aussi ont intérêt à la transparence militaire, à l'accroissement de la confiance ainsi qu'à la stabilité et à la sécurité générale de notre continent.

Il est essentiel que le régime Ciels Ouverts prévoit une participation équitable de tous les états intéressés. A cette fin, nous devons établir avec grand soin les critères d'attribution des quotas.

Selon nous, le critère le plus pertinent à cet égard serait la superficie du territoire national de chacun des participants. J'ajouterai que les quotas totaux de chacun des groupes devront être suffisamment importants pour permettre une surveillance utile des activités et installations militaires.

De même, le régime devra prévoir une couverture de ces territoires dans toutes les conditions météorologiques, de jour et de nuit. Bien entendu, ces exigences auront des répercussions économiques importantes.

L'expérience qui a été acquise grâce au survol du territoire de la Hongrie par un avion canadien semble indiquer que le régime que nous nous apprêtons à mettre sur pied sera coûteux. L'objectif principal est d'établir un régime efficace, capable d'atteindre l'objectif qui sera fixé.

Cependant, nous devons éviter de créer un régime qui soit si coûteux que certains états -- en particulier les petits états et les états moins favorisés -- ne veuillent pas y adhérer. Il faut rappeler à cet égard que Ciels Ouverts est seulement une des mesures qui s'inscrivent dans les accords imminents de réduction des armements qui comprennent également des mécanismes complets, intrusifs et coûteux de vérification. Les effets cumulatifs de tous ces mécanismes, du point de vue de l'équipement, du personnel et des engagements financiers ne doivent pas être prohibitifs.

Monsieur le président, la probabilité de réduction radicale des forces classiques signifie que les perspectives d'une amélioration durable de la stabilité en Europe sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été ... depuis longtemps, en tout cas. Un premier accord FCE sera